

Maghreb

«Le plan des Nations Unies pour sortir la Libye du chaos est en faillite»

Loin de trouver la stabilité, la Libye subit à nouveau la guerre des milices. Analyse d'enjeux complexes aux portes de l'Europe
Cathy Macherel

L'accord de cessez-le-feu conclu le 4 septembre sous l'égide de l'ONU n'y peut rien. Depuis la fin d'août, des heurts ne cessent de se produire autour de Tripoli entre milices rivales. Des affrontements ont encore eu lieu ce week-end. Des rivalités qui ont déjà causé la mort d'au moins 115 personnes.

Ces combats ajoutent à l'instabilité qui caractérise la Libye, au grand dam des Européens, car ce pays est une priorité dans les agen-



Virginie Collombier
Chercheuse à l'Institut universitaire européen de Florence

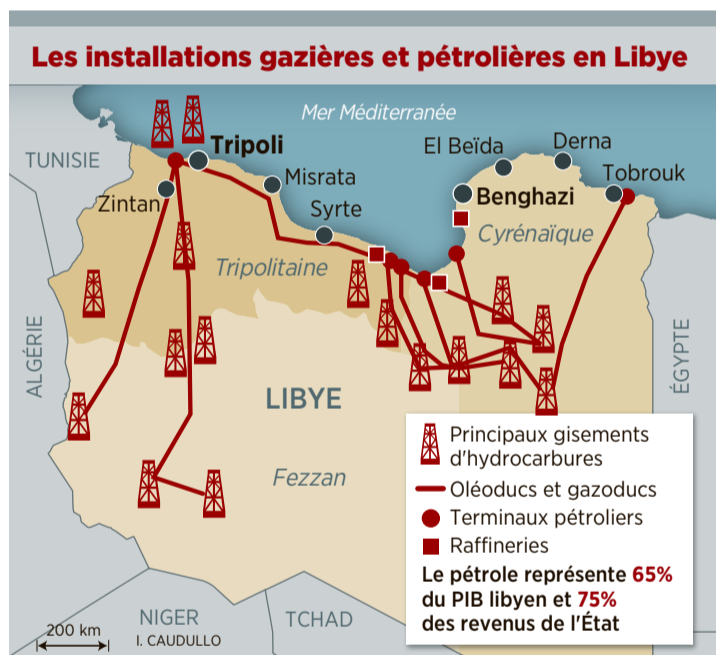
das diplomatiques: il est un carrefour des routes migratoires vers l'UE et il compte dans l'approvisionnement en pétrole du continent. Or, sept ans après la chute de Muammar Kadhafi, les efforts déployés sous l'égide de l'ONU pour apaiser la Libye n'ont guère payé: le pays est partagé en deux avec, à l'ouest, à Tripoli, un gouvernement transitoire d'union nationale reconnu par la communauté internationale mais sous la coupe des milices armées et, à l'est, en Cyrénaïque, un pouvoir de facto tenu par le général Khalifa Haftar. S'ajoutent à cette complexité les jeux d'influence de différentes puissances étrangères, en Europe comme dans le monde arabe. Décryptage avec Virginie Collombier, chercheuse à l'Institut universitaire européen de Florence et spécialiste de la Libye.

Comment expliquer l'actuel regain de tensions entre les factions tribales à Tripoli?

On pouvait s'y attendre. Pour bien comprendre la situation, il faut avoir à l'esprit que depuis 2011, depuis la chute de Kadhafi, Tripoli a toujours été un enjeu central. Car qui contrôle Tripoli contrôle les leviers du pouvoir et d'influence, ainsi que d'importantes ressources économiques. Or, pour que le gouvernement d'union nationale de



Ce week-end encore, Tripoli était le théâtre d'affrontements entre milices rivales, ajoutant à l'instabilité générale. REUTERS/HANI AMARA



Fayez al-Sarraj puisse se mettre en place en 2016, selon la volonté de l'ONU, il a fallu négocier avec les milices qui détiennent de facto le pouvoir sur le terrain. Quatre de ces groupes armés ont accepté de soutenir et assurer la protection du gouvernement, ce qui a renforcé considérablement leur influence. Résultat: on a assisté à une cartellisation des milices tripolitaines qui ont profité de leur proximité avec le

pouvoir pour amorcer un noyautage des institutions et s'enrichir en profitant de l'effondrement de l'économie. Certaines des milices exclues de ces nouveaux réseaux, par exemple des groupes issus des villes de Misrata, Zintan ou Tarhounah, réclament aujourd'hui leur part du gâteau. D'où les combats actuels entre milices du «cartel» dominant et milices «exclues». Et on peut penser que cela va durer.

À cela s'ajoutent les tensions entre l'Ouest libyen et la Cyrénaïque, à l'est...

L'accord de décembre 2015 signé sous l'égide de l'ONU, censé sortir la Libye du chaos, prévoyait une réunification des institutions politiques, divisées depuis la mi-2014 entre Tripoli à l'ouest et Tobrouk et El Beïda à l'est, et un partage du pouvoir entre les différentes factions rivales. L'accord n'a cependant jamais été accepté par le général Haftar ni validé par le parlement de Tobrouk. Les efforts déployés pour renégocier l'accord n'ont toujours pas abouti. Face à la faiblesse du gouvernement de Sarraj, Haftar, à la tête de son Armée nationale libyenne, a menacé de marcher sur Tripoli. Il se présente comme le seul acteur apte à remettre de l'ordre en Libye. Il a énormément renforcé son pouvoir dans l'est du pays et s'est employé à asseoir sa légitimité politique, en Libye et sur la scène internationale.

Avec quels leviers?

Le général Haftar a délogé par la force les groupes islamistes radicaux de Benghazi et de Derna. Il se présente comme le principal rempart contre le terrorisme. Il s'est aussi efforcé de démontrer qu'il œuvrait pour l'intérêt national lors des crises successives dans la ré-

gion du croissant pétrolier, centre névralgique de l'économie libyenne, et donc du pouvoir. Ces quatre dernières années ont été marquées par des affrontements réguliers entre groupes armés pour le contrôle des terminaux pétroliers. À plusieurs reprises, Haftar les a délogés, facilitant la reprise des exportations et coopérant avec la Compagnie nationale du pétrole basée à Tripoli, seule habilitée à gérer les ventes. Cela a contribué à améliorer son image auprès de la population. Mais il a aussi montré qu'il pouvait cesser de jouer le jeu. En juin dernier, après une nouvelle bataille pour reprendre le contrôle des terminaux attaqués par des groupes armés, Haftar a menacé de transférer les revenus des exportations à la Compagnie nationale du pétrole de Benghazi, rivale de celle de Tripoli. Sous la pression internationale, la menace n'a finalement pas été mise à exécution, mais cela en dit long sur la capacité d'Haftar à influencer le jeu. Il veut sa place au sein des institutions et jouer un rôle central dans la reconstruction des structures de sécurité. Mais attention, son armée est loin d'être une armée régulière classique, elle comprend aussi des milices tribales et des groupes armés salafistes, partisans d'un islam rigoriste, ce qui n'est pas sans risque pour le futur.

Les réseaux de ces groupes salafistes se sont beaucoup développés à travers le pays ces dernières années.

Quels rôles jouent la France et l'Italie, qui se sont beaucoup chamaillées sur la Libye ces dernières semaines?

Officiellement, la France et l'Italie soutiennent toutes deux le processus onusien et le gouvernement de Sarraj. Mais dans les faits, les deux pays sont en compétition sur le terrain libyen, et cela les conduit à mener aussi leur propre agenda. Il y a d'importants intérêts économiques en jeu, les deux pays sont très attentifs à tout ce qui peut entraver les activités de leurs compagnies pétrolières - l'italienne ENI et la française Total. Il y a ensuite les intérêts stratégiques, Rome se montre très préoccupée par la question migratoire tandis que la France surveille aussi le Sud libyen, zone de trafics et base arrière de groupes armés originaires du Tchad et du Niger, deux pays importants pour ses intérêts. Enfin, Paris et Rome sont en rivalité sur le plan diplomatique: les deux gouvernements veulent apparaître comme celui qui permettra une sortie de crise, ce qui conduit à une surenchère et récemment à une «course des conférences». Emmanuel Macron a été très offensif sur ce terrain ces derniers mois, et il insiste pour que des élections générales soient organisées en décembre, alors que les conditions ne sont clairement pas réunies. Des élections dont les résultats ne seraient pas reconnus risquent d'ajouter encore au chaos.

Pour défendre leurs propres intérêts, ces deux pays sont-ils amenés à trahir leur position de soutien au plan onusien?

On ne peut sans doute pas aller si loin. Mais le soutien que la France a apporté au général Haftar, au nom de la lutte contre le terrorisme, n'a sans doute pas incité ce dernier à compromettre dans les négociations autour du plan onusien. Du côté italien, des informations ont fait état de négociations en direct du précédent gouvernement avec des groupes armés pour que ceux-ci se chargent de freiner les flux migratoires vers l'Italie, ce qui a aussi accru le pouvoir de ces derniers face au gouvernement de Tripoli. Ces doubles jeux, ainsi que les multiples interventions étrangères dans le conflit, ne sont pas complètement étrangers à la faillite du plan onusien. Il faudrait une nouvelle stratégie, mais pour l'heure, la situation est totalement bloquée.

Attaque en Iran L'Arabie saoudite nie être impliquée

L'Arabie saoudite rejette les accusations «lamentables» de Téhéran selon lesquelles le royaume est impliqué dans l'attaque contre un défilé militaire samedi en Iran. L'agression a fait 24 morts. Plusieurs coupables, dont l'Arabie saoudite, avaient été désignés par des dirigeants iraniens après l'attentat perpétré par un commando à Ahvaz, dans le sud-ouest de l'Iran. Un responsable des Gardiens de la Révolution, l'armée d'élite iranienne, avait accusé les membres du commando d'Ahvaz d'être «nourris par l'Arabie saoudite». **ATS**

Il a dit

«Les 58 migrants à bord de l'«Aquarius» seront transbordés sur un navire maltais dans les eaux internationales et conduits à Malte»

Joseph Muscat
Premier ministre maltais, sur son compte Twitter



Abus sexuels L'Église allemande demande pardon aux victimes

L'Église catholique allemande a présenté officiellement ses excuses après la révélation d'abus sexuels sur plus de 3600 mineurs pendant des décennies. Elle a promis de régler un problème loin d'appartenir au passé. «Pour toutes les défaillances et les souffrances, je voudrais m'excuser», a déclaré Reinhard Marx, le président de la Conférence épiscopale allemande à l'occasion de la publication d'un rapport d'ampleur sans précédent faisant le bilan des violences depuis la guerre. **ATS**

Condamnation



Reconnu coupable par un jury en avril, Bill Cosby a été condamné mardi, par un juge de Pennsylvanie, à une peine de 3 à 10 ans d'emprisonnement pour agression sexuelle. L'acteur américain de 81 ans devra l'effectuer à l'isolement. Une demande de libération conditionnelle pourra être formulée après au moins 3 ans de détention. Le principal avocat du créateur et héros du «Cosby Show» a indiqué qu'il allait faire appel. **ATS**

Allemagne Rébellion contre Angela Merkel

Les députés de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et de son allié CSU se sont rebellés mardi contre Angela Merkel. Ils ont désavoué un fidèle et proche de la chancelière au profit d'un inconnu. Volker Kauder, qui dirigeait le groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag depuis treize ans et brigait un nouveau mandat, a été battu par Ralph Brinkhaus, un député CDU qui a obtenu 125 voix, contre 112 à son adversaire. Ce camouflet intervient juste après une seconde crise gouvernementale en quelques mois, déjà symptomatique de l'affaiblissement de la chancelière. **ATS**

Un juge américain sauve les grizzlis

Faune sauvage Il ne fallait pas vendre la peau des grizzlis du parc national de Yellowstone (États-Unis) avant de les avoir tués: un juge de l'État du Montana a ordonné leur retour sur la liste des espèces menacées, dont un organisme fédéral les avait rayés en juin 2017. **ATS**

Feu sur les migrants en Méditerranée

Maroc La Marine royale marocaine a ouvert le feu mardi en Méditerranée sur une embarcation de migrants pilotée par un Espagnol et qui refusait de répondre à ses sommations, faisant un mort et trois blessés, a-t-on appris auprès des autorités locales. **ATS**